

Elles constituent plus d'un quart de la population d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique sub-saharienne, et sont au cœur de plusieurs des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) établis par les Etats membres de l'ONU. A commencer par l'objectif 5, qui est de réduire la mortalité maternelle de trois quarts entre 1990 et 2015.

Et pourtant, ces jeunes filles de 10 à 24 ans restent les laissées-pour-compte des politiques de développement. Un paradoxe criant que le groupe français "Parlementaires en action" a décidé de souligner, à dix jours du G8 de Deauville, en organisant sur ce thème, les 16 et 17 mai à l'Assemblée nationale, une rencontre entre des experts et une soixantaine de parlementaires internationaux.

"Des dizaines de millions de ces jeunes filles sont confrontées à la pauvreté, à la non-scolarisation, à la discrimination, à de multiples formes de violence, d'abus et d'exploitation", énumère [Danielle Bousquet](#), députée PS des [Côtes d'Armor](#) et animatrice de ce groupe.

ENJEU DÉTERMINANT POUR L'AVENIR DÉMOGRAPHIQUE

Mariées très jeunes (avant 15 ans pour une fille sur sept dans les pays en développement, avant 18 ans pour 38% d'entre elles), elles auront – si elles n'en meurent pas – un grand nombre d'enfants. S'intéresser à l'autonomie de ces jeunes femmes, leur donner les moyens de s'éduquer et de contrôler leur fécondité, n'est donc pas seulement une question d'égalité : c'est aussi un enjeu déterminant pour l'avenir démographique de la planète.

Mais les fonds publics spécifiquement destinés à améliorer leur situation, à l'exception de trop rares initiatives, n'en sont pas moins négligeables. *"Les politiques publiques en général et l'aide au développement en particulier sont majoritairement 'aveugles au genre' : elles ne prennent pas en compte la spécificité des intérêts des femmes et des hommes"* , analyse l'ONG Equilibres & populations. Et cette cécité est encore plus marquée lorsqu'il s'agit

de jeunes filles,
"pour qui le facteur de l'âge s'ajoute à celui du genre"

Des jeunes filles *"invisibles"*, donc, qui affrontent notamment de plein fouet, faute d'une prévention adaptée, l'épidémie de sida en Afrique sub-saharienne, où les adolescentes ont huit fois plus de risques de contracter le virus que les garçons du même âge.

"En général, les politiques d'aide à la jeunesse ne dirigent pas leurs ressources vers les sous-catégories d'adolescents vulnérables et difficiles d'accès. De ce fait, elles bénéficient surtout aux populations urbaines, plus âgées, masculines, non mariées et scolarisées. Tandis que les adolescents qui vivent en milieu rural, en majorité des filles plus jeunes, non scolarisées et mariées, restent négligées", précise l'association [Population Council](#), qui a publié à destination des décideurs des guides de données extrêmement détaillés, pour une cinquantaine de pays, sur la situation de ces jeunes filles.

Affirmant que la prise en compte de cette catégorie de population constitue l'un des leviers les plus pertinents pour atteindre les OMD, les parlementaires appellent à *"investir massivement en direction des filles"*,

de manière notamment à
"recueillir des données à la fois précises et fiables sur leur situation en matière de santé et d'éducation, afin de rendre leurs vulnérabilités plus visibles"

Ils proposent également un certain nombre de mesures concrètes, dont certaines ne seraient pas si difficiles à mettre en œuvre. Instaurer dans les villages des lieux de réunion où les filles pourraient exister en tant que telles, avec leurs paroles et leurs droits propres. Faire en sorte qu'elles soient accompagnées sur le chemin de l'école, haut lieu d'insécurité et de violences sexuelles. Et surtout promouvoir leur éducation, puisqu'elles représentent 70% des 130 millions de jeunes qui ne vont pas à l'école dans le monde.

Catherine Vincent